



COLLECTIF RÉGIONAL ARTS ET CULTURE HAUTS-DE-FRANCE

LETTRE OUVERTE - 29 novembre 2024

Mesdames et Messieurs les Sénateurs représentant les territoires des Hauts-de-France,
Mesdames et Messieurs les Députés représentant les territoires des Hauts-de-France,
Monsieur le Préfet de Région Hauts-de-France,
Monsieur le Directeur de la DRAC de la région Hauts-de-France,
Mesdames, Messieurs les élus et élus de la Région des Hauts-de-France,
Mesdames, Messieurs les élus et élus des Départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de la Somme,
Mesdames, Messieurs les élus et élus des intercommunalités et métropoles,
Mesdames et Messieurs les élus et élus des communes,

La situation économique actuelle de la France et les orientations budgétaires et fiscales qui sont en débat au Parlement ainsi qu'aux échelons régionaux, départementaux et locaux, annoncent une année 2025 extrêmement difficile pour une majorité de Françaises et Français. Parmi eux, les acteur·ices des secteurs des arts et de la culture ne sont bien évidemment pas épargnés dans les difficultés qui s'annoncent. Ces secteurs ont déjà été lourdement impactés économiquement depuis 2019 et la crise du Covid-19, en 2024 par d'importantes économies de 20 milliards d'euros imposées par le précédent gouvernement. Ces économies ont eu des conséquences encore mal connues sur la création et la production artistique et donc le rayonnement de notre culture. Elles ont eu des conséquences encore mal évaluées sur l'accès des habitantes et habitants aux différents services de la culture. Elles ont eu des conséquences fortes sur la survie des professionnel·les qui œuvrent chaque jour à proposer des expériences esthétiques et culturelles de qualité.

Dans le cadre du dialogue entretenu par la Région Hauts-de-France avec le CRAC Hauts-de-France, un message d'appel à la prudence a été lancé par l'exécutif régional à destination des acteur·ices des différents secteurs des arts et de la culture de notre territoire. Cet appel à la prudence concerne la construction budgétaire 2025 et les moyens que la Région va être en capacité d'allouer aux arts et à la culture dans ce prochain exercice budgétaire. La nécessité de trouver 276 millions d'euros pour compenser des pertes de recettes, des hausses de dépenses mais aussi de taxes, va avoir un impact massif sur les différents acteurs des arts et de la culture. Surtout, nous craignons collectivement que ces pertes de financement entraînent avec elles un effet récessif dans des secteurs déjà très fragilisés avec un effet cascade sur d'autres financeurs. Car, c'est toute une économie, toute une industrie qui contribue fortement à l'attractivité de notre territoire, à l'éducation et au développement de l'esprit critique de nos concitoyennes et nos concitoyens – en particulier la jeunesse confrontée plus que jamais à un avenir brutal et incertain – qui est menacé par une catastrophe qui réduirait tous les efforts conduits collectivement dans la construction et la structuration d'un territoire culturel ambitieux, unique et innovant.

L'art et la culture ne sont pas une simple ligne budgétaire : ils sont des piliers de notre société, tissent du lien, renforcent la cohésion sociale et offrent un espace de liberté où chacune et chacun peut s'émanciper et développer un regard critique au sein de notre régime démocratique. Dans une époque marquée par la peur de

l'autre, le racisme et l'antisémitisme, ils sont un rempart contre les divisions, les discours de haine, l'instrumentalisation des principes de libre pensée et de libre expression.

Les représentant·es du CRAC, habitué·es à un dialogue constructif et intelligent avec leurs différents interlocuteur·ices publics, tiennent à exprimer leurs volontés de trouver des solutions collectivement pour affronter cette crise. Les révisions budgétaires qui pourraient affecter nos secteurs doivent impérativement être réfléchies avec la plus grande prudence, en concertation avec les acteur·ices concerné·es, et non dans l'urgence ou sous une contrainte exclusivement comptable.

Nous appelons l'ensemble des collectivités territoriales (Région, Départements, Intercommunalités, Villes), leurs élu·es ainsi que les représentantes nationales et représentants nationaux (député·es, sénateur·ices) des Hauts-de-France – territoire attachée historiquement à la solidarité et à la coopération – à considérer les impacts considérables de décisions prises à la hâte.

Ces choix pourraient avoir des effets irréversibles, parmi lesquels :

- Destruction d'emplois : des centaines d'emplois directs et indirects (artistes, technicien·nes, administrateur·ices, enseignant·es, prestataires, professionnel·les de la médiation culturelle, etc.) seraient menacés dans toute la chaîne de valeur culturelle,
- Affaiblissement du maillage territorial : de nombreuses structures, notamment les plus petites en milieu rural ou dans les quartiers prioritaires, pourraient fermer leurs portes,
- Réduction de l'accès à la culture et aux pratiques artistiques : les publics les plus fragiles, déjà éloignés de l'offre culturelle et artistique, en seraient les premières victimes, creusant encore davantage les inégalités sociales et territoriales,
- Perte de savoir-faire : les filières techniques, artistiques et créatives risquent de perdre des compétences précieuses, difficiles à reconstituer à moyen terme,
- Érosion de l'attractivité économique et touristique : la culture est un moteur économique local et national, et sa fragilisation affecterait de nombreux secteurs connexes. L'aménagement des territoires est une affaire culturelle. Il dépend non seulement du bien-être de nos concitoyennes et concitoyens mais aussi du cadre de notre espace partagé et du patrimoine culturel que nous léguons aux générations futures,
- Renoncement à la place particulière de la culture en France : en réduisant les moyens alloués à la création et à la diffusion, c'est un modèle unique au monde qui serait remis en cause. Ce serait abandonner notre indépendance aux seules grandes sociétés mondiales du divertissement. Ce serait renoncer à l'influence culturelle de la France dans le monde.

Par cette lettre ouverte, à quelques jours de la prochaine séance de la commission culture de la conférence territoriale de l'action publique dans les Hauts-de-France, nous vous interpellons sur votre défense pour une politique culturelle publique, universaliste et inclusive, ouverte à toutes et tous, sans distinction de genre, d'origine, d'obédience religieuse ou politique.

Depuis près de 70 ans, cette stratégie politique a permis de bâtir un écosystème culturel unique qui fait rayonner la France dans le monde. Les annonces de coupes budgétaires drastiques envisagées par de nombreuses collectivités territoriales en France constituent une remise en cause brutale et profonde de ce modèle et pourraient engendrer un préjudice que certain·es seraient tenté·es de reprendre à leur compte. Renoncer à ce modèle, c'est aussi renoncer à une économie puissante qui génère des milliards d'euros et des milliers d'emplois. Au-delà des choix budgétaires complexes et « coûteux » que vous allez devoir arbitrer, il nous est fondamental de connaître l'ambition culturelle portée de manière concertée et partagée sur l'ensemble des territoires des Hauts-de-France, afin de préserver et développer cet héritage.

Nous appelons l'ensemble des partenaires territoriaux à travailler ensemble dans la transparence et la concertation en associant les professionnel·les de la culture pour définir et proposer un pacte régional qui permettra de faire face à cette situation critique en 2025 mais aussi au-delà. Car nous avons conscience de la durabilité de cette crise, nous appelons les partenaires territoriaux à travailler avec les forces vives des arts et de la

culture pour mettre en place un réel plan de développement et d'accompagnement vers les transitions économiques, sociales et écologiques de nos secteurs de manière durable.

Nous avons besoin d'élus portant une vision claire sur leur territoire à destination des conditions d'existence des habitantes et habitants des Hauts-de-France. Il ne s'agit pas ici de défendre seulement un secteur professionnel : nous sommes l'un des piliers de notre économie, de notre vivre-ensemble, de notre cohésion sociale et de notre influence internationale.

Tout cela est aujourd'hui mis en péril !

Le comité de pilotage du CRAC Hauts-de-France

[Arts visuels]

50° Nord - 3°Est
Snap CGT
CAAP

[Cinéma et audiovisuel]

Hors Cadre
ACAP, pôle régional image

[Culture Scientifique]

Ombelliscience

[Livre et lecture]

AR2L Hauts-de-France
Réseau des maisons
d'écrivain

[Musiques actuelles]

Haute-Fidélité, pôle régional
Syndicat des Musiques Actuelles

[Musiques classiques et de répertoire]

SNSP (Spectacle vivant et musique
de répertoire)
Profedim

[Spectacle vivant]

Synavi
Syndéac
Acte Pro
Collectif Jeune Public
Hauts-de-France

Hauts-de-France en Scène
Fédération Pôle Nord